



FÉDÉRATION SYNDICALE UNITAIRE

Enseignement, Éducation, Recherche, Culture, Formation,
Insertion

Section départementale du Tarn

Motion présentée lors du CDEN du 03/09/2019

Un DASEN qui diffuse par le compte twitter de l'Éducation Nationale de son département plusieurs messages électoraux de la République en Marche pour les Européennes... (*voir Annexes 1, 2 et 3*)

Un Recteur qui annonce dans la presse qu'aucune école ne ferme à la rentrée dans l'Académie de Toulouse. Il faudrait peut-être penser à prévenir les parents et les enseignants de l'école de Camille Claudel à Albi de revenir dans les locaux.

Une Directrice des ressources humaines du rectorat de Montpellier, répondant à des collègues en souffrance dans un établissement ayant connu 6 suicides depuis 2012 : "Je vais me permettre une réponse avec de l'humour, pensez à l'euthanasie"...

Un Ministre en chute libre dans les sondages qui, pour expliquer une sous-scolarisation des petites filles qu'il invente d'après les études mêmes du ministère de l'Éducation, sort de son chapeau le fondamentalisme islamique avec lequel d'excellents contacts sont pourtant tissés au niveau international quand il s'agit de vendre des armes à l'Arabie Saoudite...

Un Ministre, le même mais il faut dire qu'il a micro ouvert dans les médias aux ordres, qui ment ouvertement à la radio pour expliquer à une jeune auditrice que les nouveaux programmes de science-éco traitent de la notion de décroissance et sont équilibrés alors que la soutenabilité de la croissance n'y est pas mise en débat et que la décroissance n'est même pas envisagée.

Un Ministre de l'Intérieur qui décore les policiers visés par les enquêtes de la Ô combien indépendante IGPN.

Un ex Ministre de l'écologie qui invite ses ami.es à manger homards et champagne avec l'argent des contribuables.

Nous pourrions multiplier les exemples : jusqu'où iront-ils pour imposer une politique dont la population ne veut-pas ? Pour imposer la privatisation d'ADP, la réforme du lycée, la casse des statuts de la Fonction Publique, l'étranglement de la santé publique et des urgences, la casse des allocations chômage, celle annoncée des retraites, combien de mensonges, combien d'arrestations, combien d'yeux et de mains arrachés, combien de morts faudra-t-il ?

Quand un pouvoir ne tient plus que sur le mensonge et la répression, c'est qu'il est fragile et illégitime.

Pendant ce temps, les personnels de l'éducation, les élèves et les familles font leur rentrée tant bien que mal.

Dans les collèges, ce sont les effectifs chargés, l'inquiétude concernant les conditions de l'inclusion et la mise en place des PIAL qui, présentés comme d'habitude comme un progrès, se traduisent dans les faits par beaucoup d'incertitudes et la mise en difficulté de la relation entre l'élève et son accompagnement. Au lycée, la mise en place de la réforme du lycée, désastreuse en elle-même au point que le président de la FCPE par le de l'organisation d'un délit d'initiée, est très problématique concrètement : emplois de temps dysfonctionnant, EDS ne pouvant fonctionner dans l'immédiat...

Et bien entendu, toujours des postes non pourvus dans de nombreuses disciplines...

Avec une dotation d'un seul poste pour cette rentrée, des effectifs quasi stables et les dispositifs du ministre Blanquer à abonder (dédoublage des CE 1 en REP et postes de conseillers mathématiques), comme nous l'avions annoncée lors des instances précédentes, la situation ne s'est pas améliorée à la rentrée. Dans notre département, les mesures du Ministre Blanquer se mettent en place avec des moyens constants, les postes des uns finançant des mesures démagogiques et dispendieuses pour les autres.

Les politiques d'austérité menées par les gouvernements successifs continuent de mettre à mal le Service Public d'Éducation. La dotation du Tarn reste toujours largement insuffisante. Les seuils ne sont pas fixés en fonction de critères pédagogiques mais en fonction des moyens votés au budget de l'Etat. La FSU continue de dénoncer ces seuils beaucoup trop élevés.

Dès cette rentrée, ce sont 15 écoles ou RPI qui dépasseront ou atteindront les seuils limites de capacité d'accueil que vous avez fixés, ou s'en rapprocheront, souvent à un ou deux élèves près :

- Sont concernées les écoles Herriot, Rousseau et Lapeyrouse Carpentier à ALBI, Aillot et Villegoudou Élémentaire à CASTRES, La Clavelle et Tessonnières à GAILLAC, Victor Hugo à LACAUNE ainsi que l'école d'AMBRES, ARTHES Élémentaire, BRENS, CAHUZAC SUR VERE et SOUAL.
- Sont concernés aussi les RPI de TEULAT et BLAYE LES MINES.

Lors des dernières instances de carte scolaire, vous aviez acté la fermeture d'un poste à l'école Jean Jaurès à Carmaux, malgré les nombreuses alertes des représentant.es de ce CTSD. Depuis, vous avez reconnu votre erreur en annonçant à la communauté éducative de l'école une réouverture à la rentrée.

Suite à la demande du SNUipp-FSU 81 lors de la CAPD du 10 juillet 2019 de positionner un.e remplaçant.e en attendant la réouverture pour assurer une rentrée sereine, vous nous avez annoncé, par l'intermédiaire de votre secrétaire générale, que les effectifs de l'école seraient étudiés, comme tout ceux des autres écoles, à la rentrée.

Ce retour sur parole a provoqué une rentrée très compliquée pour les familles, les enfants et les enseignant.es. Ces derniers, d'ores et déjà mobilisé.es, attendent avec impatience la réouverture à l'issue de ces instances.

La situation de l'école de Lacaune est connue de ce CTSD puisque nous vous en alertons à chaque fois qu'il a lieu. En plus d'effectifs très chargés qui obligent une organisation pédagogique très complexe (classe de CP/CM2) cette école compte un grand nombre d'enfant

allophones, plusieurs parents aux comportements violents. Les collègues ont été très fragilisés l'année dernière (plusieurs burn out) et commencent cette année de manière fébrile. Pour le SNUipp-FSU 81, une ouverture est indispensable !

Contrairement au mensonge proféré dans la Dépêche du mercredi 28 août par notre tout nouveau Recteur d'Académie et contrairement aux annonces du Président Macron, l'Académie de Toulouse compte bien au moins une fermeture d'école, et cette fermeture qd'école, c'est dans notre département qu'elle a lieu.

D'abord prévue en secret par la mairie d'Albi et la DSDEN du Tarn puis, après que l'information ait éclaté au grand jour, imposée dans la brutalité sans aucune forme de concertation malgré l'opposition de l'ensemble des acteurs de la communauté éducative, parents et enseignants, cette fermeture a bien eu lieu à cette rentrée. Les jeux ont déjà été enlevés de la cour mais les fenêtres sont toujours couvertes de dessins d'enfants. Triste spectacle...

La ville d'Albi peut se féliciter de faire mentir à la fois un Président de la République et un recteur d'Académie en fermant une école de quartier, qui ne correspondait pas aux écoles-usines souhaitées par le gouvernement.

Le SNUipp-FSU dénonce cette fermeture et les conditions déplorables de sa mise en place depuis que ce projet est connu et a apporté tout son soutien aux parents mobilisés.

Dans cette instance, nous voterons évidemment contre toutes les fermetures, car, en particulier après la rentrée, une fermeture désorganise toute une école en mettant les élèves et les enseignant-es dans des conditions plus difficiles. Pour la FSU 81, il est impensable de fermer des classes dans les écoles où les situations d'apprentissages de nos élèves sont bonnes, au prétexte qu'il faut en ouvrir là où ces conditions sont dégradées. Ce sont de réels moyens humains dont le système éducatif a besoin.

Pour la FSU, il est impératif de rompre avec ces politiques socialement injustes qui continuent de creuser les inégalités dans notre pays.

La lutte contre les inégalités scolaires, intrinsèquement liées aux inégalités sociales, doit être un des objectifs assignés au système éducatif. Rappelons que ces inégalités ne touchent pas que les écoles de REP/REP+, comme le sous-entend la mise en place des CP et CE1 à 12. Les écoles des villes d'Albi et de Castres ne font plus partie des zones d'éducation prioritaire depuis la rentrée 2015. Les quartiers de Cantepau à Albi et de Laden à Castres font partie des 30 quartiers les plus pauvres de France (dans ces deux quartiers, le taux de pauvreté est de 60% selon l'INSEE).

Une énième fois, nous vous demandons, Monsieur le DASEN d'intervenir auprès du Ministère de l'Éducation Nationale afin d'obtenir en urgence le classement pour cette rentrée en REP ou REP + des écoles et des collèges oubliés en 2015 alors qu'ils relèvent des critères de l'éducation prioritaire.

Vous ne pouvez plus, Monsieur le DASEN, nous renvoyer à la redéfinition de la carte de l'Éducation Prioritaire prévue par le Ministre Blanquer, ce dernier ayant décidé de la remettre aux calendes Grecques.

De plus, la mise en place des CP et CE 1 à 12 à moyens constants a imposé une augmentation significative des effectifs dans les autres classes des écoles en REP.

Depuis plusieurs années, la FSU s'inquiète de la situation des ULIS école dans le Tarn. Dès cette rentrée, les effectifs seront déjà surchargés dans la majorité des dispositifs du département :

- 11 ULIS avec 12 élèves ;
- 2 ULIS avec 11 élèves ;
- 3 ULIS avec 10 élèves
- 2 ULIS avec moins de 10 élèves.

Les ULIS-école des secteurs de Rabastens-Gaillac, Lavour-Graulhet, Albi et Aussillon-Mazamet sont déjà surchargées dès la rentrée.

Nous avons alerté à ce sujet lors des dernières instances mais la situation est toujours aussi préoccupante à cette rentrée.

Enfin, nous notons que ces élèves ne sont toujours pas pris en compte dans les prévisions d'effectifs que vous reprenez pour calculer le taux d'encadrement des écoles. Il en est de même pour les élèves de moins de 3 ans et les enfants du voyage, qui sont pourtant bel et bien présents sur l'école. C'est environ 500 élèves qui disparaissent lors des opérations de carte scolaire. Le SNUipp-FSU renouvelle sa demande de comptabiliser ces élèves dès ce CDEN !

Les enseignant.es exigent une réelle reconnaissance, qui passe par des conditions de travail et d'enseignement améliorées et par une augmentation significative des salaires. Pour le SNUipp-FSU des conditions décentes de travail pour les PE et d'apprentissage pour les élèves nécessitent des écoles ne dépassant pas 25 élèves de moyenne par classe et 20 en REP, dans les quartiers difficiles, les petites écoles à 2/3 classes et les écoles de montagne ou en rural isolé. Elles nécessitent aussi que les enseignant.es absents soient remplacés dans leur classe, que les directeurs.trices bénéficient de plus de temps pour effectuer leurs missions sur les écoles, que les enseignants puissent partir massivement en formation continue, que les élèves en difficultés puissent être accompagnés par les enseignant.es des RASED.

La taille des classes est un des leviers de la réussite scolaire, les études sont formelles et le gouvernement en est conscient puisqu'il a dédoublé les CP-CE 1 en REP et annoncé dès la rentrée prochaine le dédoublement des Grandes Sections en Education Prioritaire et des seuils à 24 en GS, CP et CE 1 dans toutes les écoles. 35 000 classes seront concernées - et le dédoublement des 6 000 classes de grande section dans les REP et les REP+. Une annonce bienvenue, la France restant loin derrière les pays comparables de l'OCDE en ce domaine. Reste que malgré une légère baisse des effectifs dans les années qui viennent, ces deux mesures ont un coût budgétaire, autour de 10 000 postes supplémentaires. Soit des enseignantes et enseignants à recruter et à former, la suppression de 1000 postes au concours pour 2019, ne va pourtant pas dans ce sens.

Le ministère devra donc expliquer rapidement comme il entend procéder, sauf à charger encore un peu plus les autres niveaux de classes. Par ailleurs, pour le SNUipp-FSU, une telle mesure ne peut être qu'une étape. C'est bien dans toutes les classes, qu'il faut réduire les effectifs.

Nous réclamons donc un effort sur l'ensemble des classes du pays car, d'après la recherche, la taille des classes a des influences sur les conditions de travail des enseignants et la réussite des élèves. Elle permet plus aisément le travail sur le langage dès la maternelle et jusqu'au cycle 3, le travail de groupes, les manipulations et le suivi de chaque élève.

Pour redonner espoir aux familles, élèves et enseignant.es de ce département en leur donnant des conditions décentes de travail et d'apprentissage, voici les écoles dans lesquelles il faut ouvrir une classe supplémentaire pour la rentrée prochaine : *voir l'annexe 4 à cette déclaration*

Les moyens nécessaires à une vraie refondation de l'école dans le Tarn, nous les avons chiffrés :

- **125 postes** pour qu'aucune école n'ait une **moyenne supérieure ou égale à 25 élèves par classe et 20 en REP**, dans les quartiers difficiles qui ne sont plus reconnus en éducation prioritaire, en zone montagne ainsi que les petites structures (écoles de 2 et 3 classes) ;
- **38 postes RASED** pour reconstituer 18 antennes RASED complètes avec 1 maître G, 2 maîtres E et 1 psychologue scolaire ;
- **30 postes de remplaçant-es** pour reconstituer une brigade de remplacement formation continue, soit 2% du nombre d'enseignantEs total du département ;
- **20 postes de remplaçant-es** pour qu'il n'y ait plus de classe non remplacée pendant plusieurs jours et d'enfants scolarisés dans des classes à plus de 35, voire 40 élèves quand il faut accueillir les élèves des collègues non remplacé-es ;
- **75 postes** pour revenir à un taux de scolarisation de 50 % des **enfants de moins de 3 ans** ;
- **50 postes** pour les **décharges de direction** (décharge complète à partir de 10 classes, demi-décharge de D6 à D9, quart de décharge de D2 à D5 et demi-journée de décharge pour les D1) ;
- **50 postes** comme 1ère étape de la mise en place du « **Plus de maîtres que de classe** » **version SNUipp-FSU**, qui n'a rien avoir avec la posologie homéopathique de notre ancienne Ministre, pour aller vers, à terme, 250 postes correspondant à 1 maître supplémentaire pour 5 classes ; au lieu d'aller vers sa destruction.

**Pour une vraie refondation de l'Ecole,
le SNUipp-FSU Tarn demande
la création de 388 postes**

Les hommes et les femmes politiques au pouvoir ne changent pas et le projet politique reste le même pour l'éducation : reproduire les élites et diminuer les dépenses.